

l'aspect purement économique. En somme, nous savons que nous produisons des denrées complémentaires. Cette région produit de nombreuses denrées que les Canadiens continueront à acheter, et dans certains cas, en plus grandes quantités que jamais. Je songe à la bauxite par exemple.

Encore une fois, les confédérations s'inspirent ordinairement de certains aspects économiques, dont l'un des plus importants est l'établissement d'une vaste base d'imposition. C'est un point auquel nous n'avons pas manqué de songer en 1867. La nouvelle fédération accroîtra par là le pouvoir d'achat des parties qui la composent, et il va de soi que les chances de placement dans la région seraient stimulées. Les Antillais n'oublient certainement pas ces deux points. Ils s'efforcent de diversifier davantage leur économie. Pendant longtemps, l'économie de plusieurs de ces îles a reposé sur une seule denrée. Comme bien d'autres pays, par exemple les pays producteurs de café d'Amérique du Sud, les Antilles sont à la merci du marché mondial et elles en subissent souvent les répercussions. Les progrès techniques les aideront dans cette tâche, comme on l'a vu ailleurs dans le monde: aménagement d'entrepôts frigorifiques, et le reste.

Je crois bien qu'à tout prendre, les Antillais voient clairement leurs difficultés et sont fort bien capables de les résoudre. Puisque le député m'a devancé en citant sir Grantley Adams, j'aurai au moins le plaisir de citer à mon tour l'honorable Norman Manley, premier ministre de la Jamaïque, dont nous approuvons tous le point de vue. On le trouvera dans la publication que l'Université Mount-Allison a donnée au public canadien. M. Manley disait:

Et nous visons aussi, en dépit des difficultés, à donner à notre peuple des conditions de vie civilisée, des conditions modernes. Il nous faut briser les cadres imposés par l'ancienne économie coloniale et moderniser notre économie. Il nous faut apprendre des méthodes nouvelles en ce monde industrialisé. Il nous faut établir sur notre unité et sur les possibilités plus vastes qu'elle nous ouvre, le fondement d'une société capable de fournir à ses membres les éléments indispensables d'une vie convenable.

Je suis certain que le spectacle de ce nouveau pays, si près de nous à tant de points de vue, qui cherche à regarder son destin en face, éveille en chacun de nous des sentiments de joie, et que nous devons tous lui accorder toute l'aide possible. J'estime que nous pouvons, dépassant le domaine économique, resserrer nos liens culturels et politiques avec cette partie du monde.

Je suis content que mon honorable ami ait parlé des cours d'été de Mount-Allison parce que, à Mount-Allison et dans

[M. Macquarrie.]

bien d'autres universités, j'ai eu le plaisir d'avoir dans ma classe tant de jeunes de cette partie du monde. En règle générale, ces jeunes étaient très réceptifs. Aujourd'hui, certains des chefs du nouvel État sont des diplômés d'universités canadiennes. Je crois qu'à l'heure actuelle, il y a plus d'étudiants de cette région dans les universités canadiennes que jamais auparavant. A Mount-Allison aussi, on a fait quelque chose de tout à fait approprié, à mon avis. C'est que, pour la première fois, une université canadienne a conféré des titres honorifiques à des personnages des Antilles: sir Grantley Adams et M. Moosa Mahoraj, qui ont tous deux été reçus docteurs en droit.

Le tourisme est aussi un des domaines dont les Antilles bénéficieront certainement. A mon avis, il favorisera l'entente mutuelle, qui est peut-être plus importante parce qu'elle fait ressortir ce que nous envisageons par cette proposition de résolution. Mon ami parle d'un programme qui fasse preuve d'imagination. Je pense que l'industrie privée et les entreprises commerciales intéressées à cette région ont beau jeu de faire preuve d'imagination. J'apprends parfois d'amis des Antilles que, dans bien des cas, les Canadiens ne sont pas soucieux de poursuivre leurs affaires dans cette région.

Peut-être y aurait-il avantage à adopter un programme de vente plus combatif et à encourager les préférences des consommateurs pour certains produits. Il y a des secteurs où le gouvernement pourrait aider à ce sujet, j'en suis sûr. Bien entendu, certaines choses échappent à la compétence du gouvernement. Dans les provinces Maritimes, nos goûts ne sont pas compliqués. Nous avions l'habitude de consommer une denrée très importante dans l'économie des Antilles: la mélasse. Nous n'hésitions jamais à mettre de la mélasse sur notre pain. Cependant, les goûts changent et, chose à remarquer, la consommation de mélasse au Canada a diminué jusqu'à une récente constatation portant, je crois, sur la prolongation de la vie et le maintien de la vitalité. On a découvert que la mélasse est un aliment très précieux. Et voilà que les importations de cette denrée ont passé de 7.8 millions de gallons à 8.1 millions en un an. Voilà une chose qui échappe à l'action de l'État et qui tient aux préférences du consommateur.

Le Canada offre des produits qui, quand les Antilles auront l'occasion de les utiliser, connaîtront une faveur grandissante dans cette région. Je songe, par exemple, à la pomme de terre. L'île du Prince-Édouard produit les meilleures pommes de terre du monde et s'est toujours intéressée au marché des Antilles. Je suis heureux de constater